

The logo for LE FIGARO · fr is displayed in white text on a blue rectangular background.

La réunion des ministres des Finances de l'UE à Nice a-t-elle été utile aux PME ?

Emmanuel Leprince, le délégué général du Comité Richelieu (association française des PME innovantes), s'inquiète de la mesure consistant à s'en remettre à la Banque européenne d'investissement pour aider les PME et demande des garanties.

Christine Lagarde vient de réunir à Nice les ministres des Finances de l'Union européenne pour bâtir une réponse coordonnée aux difficultés conjoncturelles du moment : inflation, taux de change et crise financière initiée par les subprimes.

L'idée même d'un plan de relance à l'américaine ayant été écartée dès le début des discussions, les ministres se sont concentrés sur quatre axes de réponses. Le premier est celui de la politique budgétaire, sur laquelle la marge de manoeuvre de la France est notoirement plus faible que celle d'un pays comme l'Espagne, encore loin des 3 % fatidiques. Viennent ensuite la poursuite des réformes structurelles, du renforcement de la concurrence à la flexibilité du marché du travail, et le traitement du mal à la racine, passant par une régulation des agences de notation et surtout une véritable transparence sur le niveau d'exposition aux risques des banques de l'Union. Enfin, l'un des quatre axes de réponses est intégralement concentré sur les PME, et plus précisément sur leur financement bancaire. Le raisonnement est connu : en période de restriction de crédit, les PME sont en première ligne à cause de leur fragilité intrinsèque et de leur plus forte dépendance au financement bancaire. Or ces entreprises représentent plus de la moitié de la valeur ajoutée de notre économie. Le risque de cercle vicieux est donc grand, la diminution de l'offre de prêts en direction de ces entreprises entraînant des défaillances qui rejailliraient à leur tour sur la santé du secteur bancaire. Il a amené le Japon à, lui aussi, concentrer son plan de relance de la fin du mois dernier sur le renforcement des prêts aux PME.

Concrètement, il s'agit de demander à la Banque européenne d'investissement de passer le volume de ses «prêts globaux», effectués à

des PME par l'intermédiaire d'établissements bancaires, de 5 milliards d'euros annuels à 15 milliards d'euros d'ici à fin 2009, puis la même somme sur les deux années suivantes.

Que penser de cette réponse apportée par les ministres des Finances ? Nous ne pouvons que saluer cet engagement massif en faveur des PME européennes. Mais, comme souvent, le diable est dans les détails. À qui bénéficient les 5 milliards d'euros qui sont déjà prêtés actuellement à des conditions avantageuses aux banques par la BEI (Banque européenne d'investissement) ? S'agit-il d'un plan PME ou d'un plan banques, permettant d'abord la reconstitution de leurs marges ? En tout cas, et malgré ces 5 milliards d'euros, rares sont les PME qui peuvent affirmer avoir obtenu un prêt bancaire grâce à la BEI, sans même parler de quelconques conditions avantageuses.

L'argent de la BEI n'a pas d'odeur, c'est entendu, mais les PME aimeraient au moins en voir la couleur. Si l'on veut que cette injection d'argent frais atteigne son objectif, il est nécessaire de modifier les règles du jeu en demandant aux banques qui bénéficieront de ce soutien de la BEI de s'engager à proposer aux PME des prêts avantageux clairement étiquetés BEI. De plus, pour avoir un véritable impact sur la santé de notre économie et répondre aux besoins des PME innovantes à potentiel de croissance, certains de ces moyens financiers devraient être exclusivement fléchés sur les besoins immatériels, actuellement très mal couverts par les banques. C'est à ce prix que l'axe PME des réponses conçues à Nice permettra de réellement faire la différence.

Plus largement, nous appelons de nos vœux un nouvel exercice du conseil des ministres des Finances de l'Union. Outre bâtir une réponse coordonnée à des difficultés conjoncturelles, il est urgent de s'attaquer ensemble à la principale faiblesse structurelle de l'économie européenne : son incapacité à se renouveler et à mettre sur les marchés mondiaux suffisamment de produits et de services pertinents. Notre économie est portée par de très grands groupes qui sont en nombre insuffisant et dont le tissu manque de sang neuf. Les nouvelles entreprises qui pourraient, en se développant, venir les renforcer sont bloquées par un plafond de verre qui reste mal compris par la plupart des États membres et par la Commission européenne. Ce sera l'enjeu de la refonte nécessaire de la stratégie de Lisbonne que nous attendons tous pour la fin de l'année.